

« Tout autre chose », les partis sur le qui-vive

Les mouvements « citoyens » inspirent le plus grand intérêt comme la plus grande méfiance dans les états-majors des partis. Dans le même temps. Pour ce qui concerne l'« intérêt », il a trait à l'attention renouvelée pour la politique dont ces initiatives témoignent, même si c'est de manière confuse. Quant à la dose de « méfiance », elle renvoie à la défiance vis-à-vis des formations politiques établies que les mêmes initiatives traduisent de façon éclatante.

Ainsi en fut-il lors du lancement du « G1000 » de David Van Reybrouck il y a quelques années, un mouvement indistinct, un peu aérien, même si l'on touchait là probablement à une facette principale de la « crise » multiforme qui frappe nos sociétés politiques, s'agissant d'identifier un « au-delà » de la démocratie représentative – certains avaient plaidé pour l'élection par tirage au sort ! Bref. Le G1000 a fait long feu, il a laissé sa trace.

Trois ans plus tard, voici donc « Tout autre chose » (*Le Soir* de mercredi), c'est le cas de le dire, car, comme nous le soulignons, en fait de mouvement « citoyen », celui-ci se lance tout droit dans le bain social et politique, dans le feu de l'action, comme le proclame l'« appel » fondateur qui a éveillé illico la curiosité de milliers d'internautes sur notre site internet (*le-soir.be*) et qui, après 24 heures seulement, a vu plus de 700 signataires adhérer au propos principal : « *STOP ! Les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question. Le seul horizon qui nous est désormais imposé est celui de l'austérité. Comme si, au nom d'une prétendue rigueur, il n'y avait d'autre solution que de rogner dans les salaires, les pensions, les services publics, la culture, la recherche scientifique,*

l'aide au développement... Comme si, au nom de la sacrosainte compétitivité, la seule option était de détricoter notre modèle social et de reporter à plus tard les défis environnementaux et climatiques. Comme s'il n'y avait pas d'alternative. »

Intérêt et méfiance, disions-nous. Les états-majors des partis balancent. Certains plus que

d'autres. Car, contrairement au G1000, indistinct politiquement, voire explorant une thématique qui « parle » davantage à la droite, « Tout autre chose » est, lui, ancré à gauche, du moins à lire son discours dominant comme à consulter la liste des septante premiers signataires à l'origine de la démarche (mondes associatif, culturel, syndical, universitaire engagé,...), et ne cache pas son hostilité, radicale, pour le gouvernement fédéral aux affaires depuis près de deux mois. Alors, même si ses protagonistes renvoient dos à dos « nos gouvernants qui accélèrent la destruction de la cohésion sociale », parmi ces der-

niers, certains se sentent visés logiquement. Voir la réaction poliment distante chez les bleus : « *Le MR, nous dit-on, trouve intéressant que des citoyens s'impliquent dans la vie politique et nourrissent le débat démocratique ; le MR rappelle aussi que les élections sont l'occasion d'exprimer sa vision de la société, soit en se présentant au scrutin, soit en exprimant son choix...* » Lisez : le débat, la contestation, admettons, pour autant, n'oublions pas que les élections seules légitiment la constitution d'un gouvernement, de Michel I^{er} en l'occurrence, lequel, a, il est vrai, une très large majorité démocratique à la Chambre – très

flamande aussi, mais c'est une autre histoire.

Tout occupé à se reprofiler dans l'opposition après 25 ans de participation au pouvoir, et se heurtant frontalement au gouvernement « MR-N-VA », ou de l'« ultradroite », le PS, au sein duquel certains ont le souci de « surtout ne pas se faire déborder à gauche » tout en craignant « d'être entraînés dans un radicalisme peut-être nécessaire, sans doute créatif, mais qui n'est pas le nôtre fondamentalement, et qui reste souvent sans issue » (une équation, ça !), le PS, donc, marque officiellement son adhésion à « Tout autre chose » : « *Nous avons à cœur d'écouter toutes les voix qui s'engagent pour promouvoir plus de justice et de solidarité. Ces valeurs sont*

dans l'ADN du PS. Avec tous les progressistes, nous devons nous mobiliser pour les porter, ainsi que soutenir des alternatives à la politique d'austérité. Le collectif en question indique "que nous n'avons pas de problème budgétaire, mais un problème fiscal"... Eh bien, le PS a déposé une proposition de loi visant à taxer les plus-values boursières plutôt que de mettre à contribution les travailleurs, les pensionnés, les jeunes, les demandeurs d'emploi... » Après avoir reçu en bureau de parti, il y a une quinzaine de jours, des représentants de « Hart boven Hard » (traduisez : le cœur avant la rigueur), mouvement en Flandre dont « Tout autre chose » se veut le pendant francophone, on se dit prêt maintenant au PS à accueillir les porte-parole de ce dernier au boulevard de l'Empereur, pour la réunion hebdomadaire des responsables socialistes.

Dans l'opposition à tous les étages, en quête eux aussi d'un positionnement porteur, les verts se réjouissent, disent-ils, de voir

« un mouvement citoyen très diversifié » se lever « contre la fameuse "Tina" thatchérien – There is non alternative. Après les Indignés, le Collectif Roosevelt.be, ça continue, et ça correspond à une lame de fond, contre les politiques d'austérité tous azimuts ». Chez Ecolo toujours, on précise, empathique : « *Nous sommes à côté de ce mouvement, à leurs côtés, et, du reste, des gens proches de nous, d'Etopia, notre centre*

d'études, ou qui font partie de la galaxie écologiste, figurent parmi les signataires-fondateurs. »

Quant à l'extrême gauche du PTB, que l'on a pu soupçonner un moment d'être à la manœuvre dans cette opération de mobilisation-contestation, elle joue sur du velours : « *C'est formidable de voir s'élargir comme ça la résistance sociale. Après "Hart boven Hard" en Flandre, "Tout autre chose" vient en renfort du côté francophone, très bien.* » En renfort aussi du PTB ? « *Rien à voir ! C'est un mouvement citoyen, nous relayons ce qu'ils font en Flandre, nous allons continuer, mais nous n'avons pas de lien structurellement. Nous nous rencontrons dans les luttes, dans le mouvement social, ça, oui.* »

Réplique de « Hart boven Hard », qui a réuni un millier de participants récemment au « Roma » à Anvers, et organise de remarquables « manifs cyclistes » lors des grèves en front commun syndical au nord du pays, « Tout autre chose » commence très fort, on l'a dit : plus de 700 signataires de l'appel anti-austéritaire en 24 heures. Ce qui n'engage en rien son avenir : comment « durer » ? Quel message utile ? Comment relier les voix « citoyennes » ? Comment éviter démagogie et populisme ? Rien n'est joué. La belle aventure ! Ceci, seulement, est sûr : si le blocage persiste entre gouvernement et organisations syndicales, si la concertation reste au point mort, et la tension monte, « Tout autre chose » aura un boulevard. Après, on verra. ■

DAVID COPPI

Delwit « Le défi, c'est d'afficher une spécificité dans le temps »

ENTRETIEN

Pascal Delwit est professeur de sciences politiques à l'ULB et particulièrement spécialiste des partis et des mouvements de gauche.

Cette plateforme citoyenne, « Tout autre chose », présente-t-elle un pedigree politique particulier, le PTB par exemple, ou est-ce plus large ?

C'est plus large sans doute mais, de manière indirecte ou directe, le PTB est bien présent. C'est en tout cas la gauche de l'échiquier politique. On retrouve des gens proches du PS, d'Ecolo, du PTB, des milieux syndicaux et une présence non négligeable de la gauche radicale.

Et le caractère plus novateur par rapport à ce que l'on a déjà vu, en Belgique ou ailleurs, c'est la forte présence des milieux culturels et artistiques.

Peut-on comparer ce mouvement à des choses que l'on a déjà vues en Belgique ou ailleurs en Europe ?

Il y a des mouvements qui naissent plus ou moins en même temps, mais pas dans la même perspective. Ce n'est pas forcément nouveau car, au milieu des années 2000, un mouvement s'était lancé sur le thème « Une autre politique est possible », qui

avait même déposé des listes électorales aux fédérales de 2007. Ailleurs en Europe, il y a des mouvements parfois sur la même ligne que Tout autre chose – la lutte contre l'austérité, contre les mesures libérales, le Traité transatlantique. Souvent, et cela,

c'est différent, c'est porté par des jeunes de la communauté étudiante, comme en Espagne avec les Indignés, qui sont devenus Podemos. C'est plus, comme le Mouvement 5 étoiles en Italie, de la contestation du système politique. Ici, cela dénote un peu avec cette forte présence culturelle, ce qui n'était pas le cas en 2004-2005, même si l'idée-force reste qu'une autre politique est possible. Il n'y a pas grand-chose de plus que cela actuellement et il n'y a pas vraiment de surprises parmi les signataires. Il y a, pour expliquer la mobilisation culturelle, deux choses : une contamination flamande, où la défiance des milieux culturels est forte à l'endroit de la N-VA et de De Wever, et le fait que, depuis la fondation du nouveau gouvernement, des annonces inquiétantes concernent les différentes institutions culturelles fédérales. Bien sûr, il y a une dynamique dans les pays fortement affectés (en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Islande), mais on ne peut certainement pas parler de mouvement d'ensemble, de phénomène de fond, et encore moins de mouvement durable. On parle de Podemos, mais c'est très récent.

Le défi de la durabilité est-il possible à relever pour un mouvement citoyen qui affirme ne pas vouloir passer par les élections ?

La première chose à savoir, c'est : que veulent-ils faire exactement ? Le terrain n'est pas vierge : il y a une opposition politique, il y a une opposition sociale et syndicale. Quel peut être l'apport spécifique et la valeur

ajoutée d'un tel mouvement ? En réalité, ce n'est pas clair à ce stade. Ils ne viennent pas avec « la » preuve irréfutable qu'une autre politique est possible, ils ne présentent pas quelles autres voies peuvent être empruntées en matières scientifique, culturelle, économique. On n'est pas dans une logique de « répertoire de l'expertise », d'une contradiction portée au gouvernement. On est plutôt dans une contestation des grandes orientations que prend le gouvernement et de demande de ralliement autour de cette contestation qui n'a pas d'aspect spécifique dès lors qu'il y a déjà une contestation politique et sociale. Ce qui peut être intéressant, c'est un rôle de trait d'union, de faire rencontrer des secteurs de la société qui co-

existent sans nécessairement se rencontrer, par exemple les mondes académique, culturel ou social.

Après, il faut voir s'ils ont d'autres ambitions. Et c'est d'ailleurs quand la définition de l'action se pose qu'interviennent les problèmes. Cela a été le cas avec « Une autre politique est possible ». L'action syndicale et politique étant menée par les syndicats et les partis, la réponse n'est pas si simple. Au-delà de la sympathie, la difficulté, c'est : qu'est-ce que cela devient et comment cela s'inscrit-il dans le temps ? Il faut passer de l'opposition à la proposition. Eux-mêmes disent : on va faire des réunions et on verra. Le côté réactif l'emporte. Il faudra voir ce qu'ils proposent concrètement après. ■

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

QUI SONT-ILS ?

Du rouge au vert

David Murgia, auteur, comédien, et Delphine Noels, réalisatrice (notre photo), sont les premiers porte-parole du mouvement. Ils figurent parmi la septantaine de protagonistes à l'origine de la démarche. Le soupçon a couru : une opération signée PTB. Non. Le parti se réjouit de voir le mouvement

social se radicaliser, mais « Tout autre chose », ancré à gauche, dans le culturel et l'associatif, n'a pas de lien structurellement avec une formation. On va du rouge au vert, la gamme, et les personnalités au milieu : Bernard Focroulle, Jaco Van Dormael, Jean-Jacques Jespers, Jean-Louis Colinet, Arnaud Zacharie, Hugues Dorzée, Christophe Schoune, Philippe Sireuil, Pierre Verberen... (D.Ci)

Podemos Des Indignés au pouvoir ?

MADRID
DE NOTRE CORRESPONDANT

Officiellement, Podemos (« Nous pouvons ») n'a pas un an. Fondée le 17 janvier pour participer aux élections européennes, la formation se présente pourtant aujourd'hui comme une sérieuse alternative aux deux mastodontes de la politique espagnole, le PSOE (socialiste) et le Parti populaire (PP, conservateur), qui se sont succédé sans partage au gouvernement depuis 1982. Dans un sondage publié par *El País* dimanche, Podemos affichait 25 % des intentions de vote pour les législatives prévues en novembre 2015, ce qui le plaçait en deuxième place derrière les socialistes, qui obtiendraient 27,7 % des suffrages, et largement devant le PP (20 %).

Pour comprendre ce tour de force, il faut remonter un peu

plus loin dans le temps, jusqu'aux mobilisations de mai 2011. L'Espagne est alors en pleine crise économique, les chiffres du chômage s'envolent, l'exécutif socialiste de José Luis Zapatero est à bout de souffle et dépassé. Le 15 mai, des dizaines de milliers d'Espagnols descendent dans les rues pour protester contre les politiques de rigueur économique,

initiant le mouvement des Indignés qui va essaimer dans le monde. Fin de l'austérité et du bipartisme en vigueur en Espagne, réforme des institutions, lutte contre la corruption et les inégalités, mise en place d'une

démocratie participative sont quelques-unes des idées qui surgissent alors sur la place de la Puerta del Sol de Madrid.

Trois ans plus tard, ces mêmes idées sont portées par Podemos sur la scène européenne lors des élections de mai. Et il faut croire qu'une partie des Espagnols s'y retrouve : la formation obtient à la surprise générale près de 8 % des voix et cinq eurodéputés. Dès lors, le jeune parti poursuit son ascension, articulé autour de la figure charismatique de Pablo Iglesias. Âgé de 36 ans, ce professeur de sciences politiques dans une université de Madrid, tête de liste aux européennes, a été élu le

mois dernier secrétaire général du parti. Avec ses cheveux longs noués en catogan, son bouc et ses chemises (souvent) blanches, Pablo Iglesias, habile orateur, est un habitué des débats télévisés, au cours desquels il dénonce sans cesse la « caste » politico-économique qui dirige l'Espagne, se plaçant au-delà du clivage gauche-droite.

Cette même « caste » a d'abord ignoré puis raillé Iglesias et son équipe, composée en grande partie d'universitaires et d'activistes proches de la gauche radicale. Aujourd'hui, les partis traditionnels sont inquiets. Éclaboussés par plusieurs scandales de corruption, critiqués pour leurs politiques récentes – pour les socialistes – et actuelles – pour les conservateurs –, ils ont du mal à se positionner face au discours sans complexe de Podemos. ■

GUILLAUME BONTOUX